

Convention collective

**IDCC : 8822. – SCIERIES AGRICOLES ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(Rhône-Alpes, à l'exception de la Loire)
(27 juin 1988)**

(Étendue par arrêté du 30 janvier 1989
Journal officiel du 8 février 1989)

AVENANT N° 36 DU 21 AVRIL 2017

NOR : AGRS1897128M
IDCC : 8822

Entre :

Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de l'Isère ;
Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de la Savoie ;
Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de la Haute-Savoie ;
Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de la Drôme et de l'Ardèche ;
Syndicat des exploitants forestiers et scieurs du Rhône ;
Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de l'Ain ;
Syndicat des forestiers privés de Rhône-Alpes,

D'une part, et

Syndicat CFDT ;
Syndicat CFTC ;
Syndicat CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions citées du *b)* et *c)* point 9 « Cotisation – répartition des taux » de l'article 63 « Régime de prévoyance incapacité de travail invalidité et décès » sont remplacées par les dispositions suivantes :

b) Répartition des taux

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies de 1,43 %, à raison de 0,83 % pour les employeurs et 0,60 % pour les salariés.

La fraction de cotisation destinée à la couverture :

- d'une part, de la garantie résultant de l'extension à l'agriculture de l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 relatif à la mensualisation en cas de maladie ;
- d'autre part, de l'intégralité des risques accident du travail au titre de la mensualisation, est à la charge exclusive de l'employeur pour un taux de 0,35 %.

c) Tableau récapitulatif

Les cotisations telles que fixées à l'accord d'adhésion sont réparties comme suit :

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Maintien de salaire + relais	0,86	0,42	0,44
Invalidité	0,30	0,25	0,05
Décès	0,22	0,11	0,11
Reprise des encours	0,05	0,05	0,00
Total	1,43	0,83	0,60

Article 2

La date d'effet du présent avenant est fixée au 1^{er} janvier 2018.

Article 3

Les parties demandent l'extension du présent avenant. Celui-ci sera remis à chacune des organisations signataires et déposé, par la partie la plus diligente, à l'unité territoriale du Rhône de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Auvergne Rhône-Alpes sur support papier et par voie électronique.

Fait à Lyon, le 21 avril 2017.

(Suivent les signatures.)